



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Opéra Comédie - Convention d'occupation et d'utilisation du domaine public - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de l'Opéra Comédie, situé boulevard Victor Hugo à Montpellier. Bâtiment emblématique du patrimoine culturel métropolitain, l'Opéra Comédie accueille actuellement la structure associative « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée », qui y propose chaque année une importante programmation lyrique et symphonique.

L'occupation de l'Opéra Comédie est régie par une convention dont les termes ont été approuvés par délibération n°15137 du 20 décembre 2017, arrivée à échéance au 31 décembre 2021.

Considérant que le rayonnement culturel de l'Opéra Comédie ne peut être assuré qu'au travers des activités d'une association labellisée au niveau national, et porteuse de missions d'intérêt général dans les domaines de l'art lyrique et de la musique classique, il est proposé de conclure avec l'association « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée » une nouvelle convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie. Les biens mis à la disposition de l'association dans ce cadre lui permettront de développer son activité de production et de programmation d'activités artistiques, dans des conditions conformes aux besoins d'une structure bénéficiant d'un label national.

Cette convention prendra effet au titre de l'année 2022, pour un an et sera renouvelable trois fois par tacite reconduction. Elle définit l'ensemble des modalités techniques, financières et administratives inhérentes à sa mise en œuvre, en précisant notamment les conditions particulières d'utilisation des espaces, les conditions financières et fiscales applicables, ainsi que la répartition des responsabilités des parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

Elle est conclue à titre onéreux : l'association « Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée » sera ainsi redevable à Montpellier Méditerranée Métropole d'un loyer annuel fixé à 245 000 €, et indexé sur l'évolution de l'indice du coût de la construction. Enfin, elle prévoit que l'occupant mette à disposition à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole la grande salle de l'Opéra Comédie 10 jours par an, ainsi que la salle Molière 20 jours par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole

- D'approuver les termes de la convention d'occupation et d'utilisation du domaine public avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée ;
- De dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Coralie MANTION, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204542-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Convention AOT Opera Comedie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.